L'ACCAA EXHORTE TOUS LES PALIERS DE GOUVERNEMENT À FINALISER L'ACCORD COMMERCIAL CANADA-CORÉE

OTTAWA (Ontario), le 4 février 2014 – L'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCAA) demande avec insistance aux gouvernements fédéral et provinciaux canadiens de conclure un accord de libre-échange (ALÉ) avec la Corée afin que les exportateurs canadiens redeviennent concurrentiels en Corée du Sud.

Le Canada a perdu une part de marché importante ces dernières années lorsque la Corée a conclu des ALÉ avec les principaux concurrents du Canada, à savoir l'Union européenne en 2011 et les États-Unis en 2012, et, plus récemment, l'Australie. La Corée du Sud négocie actuellement d'autres ALÉ avec la Nouvelle-Zélande et le Mexique, d'autres de ses principaux partenaires commerciaux.

La Corée importe plus de 70 % de ses produits alimentaires et, il y a quelques années, le Canada était un fournisseur privilégié pour bon nombre de produits agroalimentaires.

« Les avantages d'un ALÉ avec la Corée sont importants et tangibles pour les économies nationale et provinciales de notre pays, affirme Lisa Skierka, présidente de l'ACCAA. L'industrie agroalimentaire emploie directement près de 500 000 Canadiens et ce secteur produit 80 % des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes — et nous demandons des conditions équitables qui sont inexistantes pour le moment. »

Depuis 2011, les exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes vers la Corée, qui dépassaient le milliard de dollars avant l'entrée en vigueur des ALÉ de nos concurrents, ont diminué de près de la moitié. Sans un ALÉ avec la Corée, nos exportations agroalimentaires sont soumises à des droits de douane pouvant atteindre 50 %, alors que ceux de nos principaux concurrents ont été progressivement ou complètement éliminés.

« Le Canada peut encore recouvrer son accès au marché coréen, mais le temps presse, ajoute madame Skierka. L'industrie de la transformation alimentaire est le plus grand employeur du secteur manufacturier du Canada. Nous avons tous ressenti les pertes des dernières années et il est temps, à présent, de nous remettre dans la bonne voie. »

Faits en bref sur le commerce agroalimentaire entre le Canada et la Corée *avant* 2012 :

- Les exportations canadiennes de grain sont passées de 479 millions $ par année à moins de 100 millions $.
- Les exportations canadiennes de porc sont passées de 233 millions $ par année à moins de 129 millions $.
- Les exportations canadiennes de bœuf sont passées de 96 millions $ par année à 10 millions.

L'ACCAA exhorte les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada à aider les exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires canadiens à recouvrer un accès concurrentiel au marché sud-coréen. Les agriculteurs et les travailleurs de l'industrie agroalimentaire du Canada ont déjà fait les frais du retard de la conclusion des négociations avec la Corée du Sud. Le désavantage canadien s'accentuera d'année en année tant que notre pays sera à la traîne de ses concurrents. La conclusion rapide d'un ALÉ avec la Corée rétablira la prospérité du secteur agricole et agroalimentaire, dont 90 % reposent sur les marchés d'exportation.

L'ACCAA est une coalition regroupant des organisations nationales et régionales qui appuient un contexte commercial international plus libre et équitable pour les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Les membres de l'ACCAA représentent des associations de producteurs, des transformateurs, des spécialistes du marketing et des exportateurs des principaux secteurs du Canada qui dépendent du commerce. Ensemble, ces secteurs produisent près de 80 % des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada, ont un chiffre d'affaires annuel d'environ 40 milliards $ et emploient directement près de 500 000 Canadiens.

-30-

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
Janet Hueglin Hartwick; Consultante en communications, ACCAA
905-536-6123